

Sur le thème « Lutter contre les causes de la pauvreté » :

Petite introduction : « La lutte contre les causes de la pauvreté est un chantier immense ; aussi, dans le cadre de notre court entretien, nous vous proposons d'échanger sur trois points seulement ! L'un concerne l'emploi, l'autre porte sur le thème du logement, le dernier sur la participation des personnes aux décisions qui les concernent ».

1/ Emploi

Portée par ATD Quart Monde, la Loi d'expérimentation « Territoires Zéro chômage de longue durée » a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée Nationale le 10 février 2016.

Elle est basée sur le principe suivant :

Le coût d'un emploi à plein temps payé au SMIC s'élève à 22 000 € par an.

Les coûts directs et indirects du chômage de longue durée s'élèvent environ à 15 000 € par personne et par an.

En réorientant ce coût vers le paiement d'un salaire et des cotisations sociales et en y ajoutant les 7000 € de recettes d'activité qu'une personne peut produire sur un an, on peut l'employer à plein temps et ainsi remettre en activité les chômeurs de longue durée qui le souhaitent, avec des conséquences positives sur l'économie (à travers cotisations sociales, consommation, impôts...).

Qu'en pensez-vous ? C'est une excellente idée, si elle-ci s'oriente dans le champ de l'ESS et ne permet pas aux entreprises de spéculer avec des salariés à bas coût. EELV milite pour un revenu inconditionnel pour tous (travailleurs ou non)

(Quelques références : Association Territoire Zéro Chômage de longue durée, Association ATD Quart Monde, texte de la loi du 10 février 2016...)

2/ Logement

Quelles actions envisagez-vous de soutenir face à l'augmentation du nombre de personnes sans domicile, de personnes contraintes à habiter chez des tiers, de personnes obligées à réduire fortement les frais d'alimentation, d'énergie, de loisirs, pour pouvoir continuer à payer leur loyer, de personnes dont les revenus modestes ne permettent pas l'accès aux logements sociaux récents, de personnes dont la fragilité nécessiterait un accompagnement à la réinsertion par le logement ?

Doit-on obliger les communes à respecter leur quota de logements sociaux. En construire de nouveaux, lutter contre la spéculation immobilière (c'est-à-dire la loi Duflo)

(Quelques références : Rapport 2017 Fondation Abbé Pierre sur l'état du mal logement, textes du Collectif des Associations Unies, du Collectif Alerte...)

3/ La participation des personnes en situation de pauvreté, de précarité :

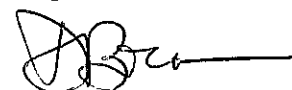
Seriez-vous prêt(e) à promouvoir la consultation/participation des personnes à l'élaboration des décisions qui les concernent, par quels moyens, à quelle échelle (locale, régionale, nationale), avec quels partenaires ?

Oui bien sûr.

Alain VALENTIN (EELV)



Dominique BOUINEAU (EELV)



Merci pour vos réponses.

PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Bien sur. Les députés EELV sont très engagés sur ce sujet. Je pense au parlement européen à Eva Joly et au travail fait par Pascal Canfin au gouvernement sur le contrôle des banques. Cette mesure figure dans notre programme.	

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : EELV a effectivement dans son programme la révision des niches fiscales, le rétablissement d'un impôt sur le revenu juste, c'est-à-dire progressif avec un taux confiscatoire de 80% pour les très hauts revenus. Au niveau européen, nous visons la mise en place d'une protection sociale minimale et d'une lutte contre le dumping fiscal opéré par certains pays -	

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Je rajouterais séparer les activités de banque de dépôt et de banque d'affaire... et interdire le trading haute fréquence	

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Il n'est pas normal que les investissements soient orientés vers des équipements vendus par des entreprises françaises. Le 1 ^{er} critère doit être celui de l'utilité pour les populations concernées	

PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : EELV a pour objectif 100% de renouvelable en 2050.	

PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	
Cf. point 8. Les terres agricoles doivent servir à nourrir les populations surtout si le réchauffement climatique fait baisser les rendements.	

PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	
Il est crucial que les pays en développement, donc qui s'équipent puissent acquérir des technologies 0% Carbone. tout doit être fait pour les y aider.	

PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	
<p>Sortir les pays pauvres des monocultures qui les affament, bien sûr. Cela veut dire aussi annuler les dettes illicites contractées car les productions agricoles vendues sur les marchés internationaux servent à rembourser celles-ci.</p>	

PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires :

Redevenir la patrie des droits de l'homme
... en respectant déjà la charte, ce qui n'est plus
le cas aujourd'hui concernant des migrants ou plutôt
réfugiés. La France a accueilli moins d'1 réfugié
par commune en 2016. On peut sans aucun doute
faire mieux!

PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires :

Oui. Ces accords sont de reste scandaleux.

PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Oui. La loi mise en oeuvre après la catastrophe de Rana-Plaza est de reste insuffisante	

PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

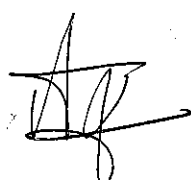
JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGÉ <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.	
Nom: VALENTIN	Date: 02/06/2017
Prénom: Alain	Signature: 
Département: 42 - Loire 5ème circonscription	

EELV BOUINEAU
Dominique.

